



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
7 mars 2008
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-deuxième session
Point 87 de l'ordre du jour
Rapport de l'Agence internationale
de l'énergie atomique**

**Conseil de sécurité
Soixante-troisième année**

**Lettres identiques datées du 27 février 2008, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la République islamique
d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la lettre que vous a adressée M. Manouchehr Mottaki, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, au sujet du programme nucléaire pacifique iranien et du dernier rapport établi sur cette question par l'Agence internationale de l'énergie atomique (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité, et de le faire distribuer comme document du Conseil.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Mohammad **Khazae**

* Nouveau tirage pour raisons techniques.



**Annexe aux lettres identiques datées du 27 février 2008
adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil
de sécurité par le Représentant permanent de la République
islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

La publication du dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dans lequel celle-ci a déclaré que tous les problèmes en suspens concernant le programme nucléaire pacifique de la République islamique d'Iran avaient été réglés, et confirmé pour la onzième fois que les activités nucléaires iraniennes n'avaient jamais été détournées de leurs fins pacifiques, marque un tournant. Aussi voudrais-je appeler votre attention sur les points suivants :

1. Les allégations d'ambiguïté portées contre le programme nucléaire de la République islamique d'Iran par certains pays, qui, par un procédé d'exagération, ont tenté de mettre en cause la nature pacifique du programme et de le présenter comme une entreprise illégale et opaque dissimulant d'autres activités, ont servi de prétexte pour inscrire la question nucléaire iranienne à l'ordre du jour de l'AIEA, puis invoquer celle-ci pour prendre des mesures inopportunes et illégitimes par l'intermédiaire du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

2. Afin de lever toute ambiguïté concernant ses activités nucléaires pacifiques et le règlement des problèmes en suspens, la République islamique d'Iran s'est mise d'accord avec l'AIEA, le 21 août 2007, sur un plan de travail commun. Conformément à celui-ci, l'Agence a présenté à l'Iran une liste exhaustive de six problèmes : recherches sur le plutonium; centrifugeuses P1 et P2; source de la contamination; document relatif à l'uranium métal; polonium 210; mine de Gchine. Malgré les dispositions de l'accord initial, en vertu desquelles elle était censée résoudre les problèmes en suspens constatés dans le passé, la République islamique d'Iran a également pris en compte les problèmes actuels, par bonne volonté et en accord avec le principe d'une coopération renforcée avec l'Agence. C'est pourquoi des négociations ont été menées sur deux documents juridiques importants, à savoir un descriptif des méthodes de contrôle et une formule type d'installation concernant l'usine d'enrichissement de combustible de Natanz, ces documents étant entrés en vigueur le 30 septembre 2007. Leur mise en œuvre a eu pour effet de fournir les garanties nécessaires au titre de la vérification présente et future des activités d'enrichissement menées en Iran. En application du plan de travail, la République islamique d'Iran a fait preuve de la plus grande transparence et coopéré sans réserve avec l'Agence, achevant même le plan de travail beaucoup plus tôt que prévu. Il convient en effet de signaler que sa mise en œuvre a pris 6 mois, au lieu des 18 mois normalement nécessaires.

3. Dans son rapport daté du 22 février 2008, l'Agence a explicitement déclaré que l'ensemble des six problèmes en suspens avaient été réglés et que la République islamique d'Iran avait répondu à toutes les questions qu'elle lui avait posées sur les problèmes non réglés aux termes du plan de travail. Les réponses obtenues concordaient avec les conclusions de l'Agence, qui considérait que ces questions n'étaient plus litigieuses.

4. Dans le rapport, l'Agence a également indiqué qu'elle surveillait les activités nucléaires menées actuellement en Iran et qu'elle a pu continuer à vérifier que les matières et activités nucléaires déclarées n'ont pas été détournées à d'autres fins.

5. Par conséquent, toutes les prétendues justifications et les raisons erronées avancées à l'appui des mesures adoptées par le Conseil de sécurité sur cette question ne tiennent pas, preuve que les résolutions que le Conseil a précédemment adoptées n'ont aucun fondement juridique ni technique et qu'elles sont uniquement inspirées par des objectifs politiques inavoués de certains pays. Il va sans dire qu'en poursuivant dans cette voie, le Conseil de sécurité compromet sa crédibilité et porte préjudice à l'intégrité et à la position de l'AIEA, qui devrait être la seule autorité compétente pour statuer sur les activités nucléaires des États membres. Cette démarche n'est qu'un autre pas dans la mauvaise direction.

6. Le rapport de l'Agence atteste clairement que la République islamique d'Iran mène ses activités nucléaires de façon légale, transparente et responsable et qu'elle s'acquitte de ses obligations et de ses engagements à cet égard.

7. L'Iran, grande nation qui honore ses obligations, ne demande rien d'autre que d'exercer les droits inaliénables que lui reconnaît le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Ainsi donc, la mainmise de certains pays sur les organismes internationaux ne saurait le contraindre d'abandonner ses droits inaliénables.

8. Vu les faits exposés ci-dessus, la communauté internationale est en droit d'attendre des États qui ont induit les instances internationales en erreur en portant des allégations et des accusations sans fondement, dictées par des motivations politiques et la propagande contre le programme nucléaire pacifique iranien, qu'ils prennent les mesures correctives qui s'imposent.

Le Ministre des affaires étrangères
de la République islamique d'Iran
(Signé) Manouchehr **Mottaki**